

DROIT PÉNAL DU TRAVAIL

Infractions, responsabilités, procédure pénale
en droit du travail et de la sécurité sociale

5^e ÉDITION

Alain Cœuret

Agrégé des Facultés de droit
Professeur à l'Université de Cergy-Pontoise
Avocat à la Cour

Élisabeth Fortis

Agrégée des Facultés de droit
Professeure à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense
Co-directrice du Centre de droit pénal et de criminologie

*La première édition de cet ouvrage a reçu le prix Odilon Barrot 1999
de l'Académie des sciences morales et politiques.*



LexisNexis SA
141, rue de Javel - 75015 Paris

Table des matières

Principales abréviations	VII
Sommaire	IX

Introduction	1
Place du droit pénal du travail	1
Évolution du droit pénal du travail	1
Fonctions du droit pénal dans les relations de travail	5
Dépénalisation en droit du travail ?	5

PREMIÈRE PARTIE

LA PRÉVENTION ET LA RÉPRESSION

TITRE 1 : LA PROCÉDURE

SOUS-TITRE 1 : LA CONSTATATION DES INFRACTIONS

Chapitre 1 : L'AUTEUR DU CONSTAT	13
Section 1 : LES FONCTIONNAIRES HABILITÉS	13
§ 1. – L'inspecteur du travail, auteur principal du constat	13
§ 2. – Les autres fonctionnaires compétents	16
A. – La police judiciaire	16
B. – Autres fonctionnaires habilités	18
Section 2 : LA COMPÉTENCE DES INSPECTEURS DU TRAVAIL	19
§ 1. – Compétence géographique ou <i>rationae loci</i>	19
§ 2. – Compétence d'attribution	21
A. – Violation des normes internes	21
B. – Violation des normes internationales	23
Section 3 : LES POUVOIRS DE L'INSPECTEUR DU TRAVAIL	24
§ 1. – Le droit de visite	24
§ 2. – Le droit d'enquête	27
A. – L'aspect classique	27
B. – L'aspect original : les prélèvements	28
§ 3. – Le droit de communication	28
Section 4 : LES ALTERNATIVES AU CONSTAT	31
§ 1. – Le choix de l'action pénale	31
§ 2. – Les suites non répressives de l'infraction	32
A. – Les observations	32
B. – La saisine du juge des référés	32
C. – La décision d'arrêt de travaux ou d'activité	33
Chapitre 2 : LE PROCÈS-VERBAL	37
Section 1 : LA MISE EN DEMEURE PRÉALABLE	38
§ 1. – Définition et évolution de la mise en demeure	39

§ 2. – Domaine actuel de la mise en demeure	40
A. – Règles générales	40
B. – Cas particuliers	41
C. – Limites	41
D. – Voies de recours	42
Section 2: CONDITIONS D'ÉTABLISSEMENT DES PROCÈS-VERBAUX	43
§ 1. – La constatation des éléments de l'infraction	43
A. – La matérialité des faits	43
B. – Les données relatives à l'élément moral de l'infraction	44
C. – La recherche du responsable	45
§ 2. – Le formalisme applicable au procès-verbal	46
A. – Règles de principe	46
B. – Cas particuliers	47
Section 3: FORCE PROBANTE DES PROCÈS-VERBAUX	49
§ 1. – Le principe : les procès-verbaux font foi jusqu'à preuve du contraire	49
§ 2. – La preuve contraire	50
Section 4: TRANSMISSION ET SUIVI DES PROCÈS-VERBAUX	51
§ 1. – Transmission	51
§ 2. – Suivi des procès-verbaux	52
Chapitre 3: LES ATTEINTES AU CONTRÔLE DE L'INSPECTEUR DU TRAVAIL	55
Section 1: LE DÉLIT D'OBSTACLE AUX FONCTIONS	55
§ 1. – Élément matériel du délit d'obstacle aux fonctions	55
A. – Amplitude de l'élément matériel	56
B. – Limites de l'élément matériel	57
§ 2. – Élément moral du délit d'obstacle	58
Section 2: LES AUTRES INFRACTIONS	59
§ 1. – Délit d'outrage	59
§ 2. – Principales contraventions de non présentation de documents et registres et de défaut de publicité	60
A. – Toutes entreprises	60
B. – Entreprises de onze salariés et plus	67
C. – Entreprises de vingt salariés et plus	68
D. – Entreprises de cinquante salariés et plus	68
SOUS-TITRE 2 : LES ACTIONS	
Chapitre 1: LES POURSUITES	73
Section 1: L'EXERCICE DES POURSUITES : CADRE GÉNÉRAL	73
§ 1. – La prescription des actions	74
A. – Délais	74
B. – Point de départ du délai	74
§ 2. – L'action publique	75
A. – Opportunité des poursuites	75
B. – Liens avec l'action civile	76
C. – Alternatives aux poursuites et nouvelles formes de poursuites	77
D. – Transaction pénale sous l'égide du défenseur des droits	78

§ 3. – Le déroulement de la procédure « classique »	80
A. – Les principales étapes de la procédure	80
1°) En matière délictuelle	80
2°) En matière contraventionnelle	80
B. – L'influence de mesures contraignantes sur l'exercice de l'activité professionnelle : le contrôle judiciaire et l'incarcération	81
1°) Le contrôle judiciaire	81
2°) L'incarcération du salarié	82
C. – Les preuves	84
1°) L'obtention de la preuve constitutive d'une infraction pénale	85
2°) Recevabilité ou irrecevabilité des preuves obtenues par un moyen illicite	90
Section 2 : PROCÉDURE PÉNALE ET AUTRES PROCÉDURES	94
§ 1. – Procédure pénale et procédure disciplinaire	94
A. – Position du problème	94
1°) Infraction pénale, vie personnelle et vie professionnelle	94
2°) Hiérarchie des fautes pénale et sociale	96
3°) Exigence de cohérence	97
B. – Interruption de la prescription disciplinaire par des poursuites pénales	97
C. – La prise de sanction disciplinaire en cours de procédure pénale	99
§ 2. – Procédure pénale et instance prud'homale	100
A. – « Le criminel tient le civil en l'état »	100
B. – Le principe de l'autorité de la chose jugée au criminel sur le civil	103
1°) Conditions de mise en œuvre du principe	104
2°) Mise en œuvre du principe de l'autorité de la chose jugée au criminel sur le civil par le juge prud'homal	107
Section 3 : RESPONSABILITÉ PÉNALE ET RESPONSABILITÉ CIVILE	115
§ 1. – Responsabilité pénale et responsabilité civile de l'employeur pour son fait personnel ...	115
§ 2. – Responsabilité civile de l'employeur du fait pénal du préposé	116
A. – L'article L. 4741-7 du Code du travail	116
B. – La responsabilité civile fondée sur l'article 1384, alinéa 5, du Code civil	117
1°) Conditions de mise en œuvre de l'article 1384, alinéa 5, du Code civil	117
2°) Application de l'article 1384, alinéa 5, du Code civil par la Chambre criminelle	118
3°) Rôle de l'assurance	120
§ 3. – Responsabilité civile du préposé pour son propre fait pénal	121
A. – Responsabilité civile du préposé envers l'employeur	121
1°) Faute lourde et responsabilité contractuelle du préposé	121
2°) Action civile de l'employeur issue de l'infraction pénale du préposé	121
B. – Responsabilité civile du préposé à l'égard des tiers	122
Chapitre 2 : LES ACTIONS CIVILES	125
Section 1 : L'ACTION CIVILE DE LA VICTIME DIRECTE : L'APPLICATION DES ARTICLES 2 ET 3 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE AU DROIT DU TRAVAIL	126
§ 1. – La double finalité de l'action civile	126
§ 2. – Les préjudices personnels et directs	128
1°) Préjudice personnel	128
2°) Préjudice direct	130

Section 2 : L'ACTION CIVILE DES GROUPEMENTS	132
§ 1. – Les actions appartenant aux syndicats	133
A. – L'action générale des syndicats	133
1°) Intérêt collectif de la profession	134
2°) Fondement des poursuites	136
3°) Syndicat d'employeurs/syndicat de salariés	137
B. – Les actions syndicales de substitution	138
1°) Infractions concernées	138
2°) Mise en œuvre de l'action	139
3°) Relations entre l'action syndicale générale et les actions de substitution	139
§ 2. – L'action des associations	140
§ 3. – L'action des institutions représentatives	141
§ 4. – L'action des ordres professionnels	143

TITRE 2 : LA RESPONSABILITÉ

SOUS-TITRE 1 : LES PERSONNES PHYSIQUES

Chapitre 1 : RESPONSABILITÉ PÉNALE DE PRINCIPE DU CHEF D'ENTREPRISE	149
Section 1 : DÉTERMINATION DU CHEF D'ENTREPRISE RESPONSABLE	150
§ 1. – Attribution de la qualité de chef d'entreprise responsable	150
A. – Dirigeants de droit	150
B. – Dirigeants réels	153
§ 2. – Pluralité d'entreprises et détermination du responsable	154
A. – Travail en commun	155
1°) Coopération sur un site unique	155
2°) Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure	156
B. – Travail temporaire	157
C. – Requalification du lien contractuel en cas de pluralité d'entreprises	158
Section 2 : LE RÉGIME DE LA RESPONSABILITÉ PÉNALE DU CHEF D'ENTREPRISE	158
§ 1. – Explications traditionnelles	159
A. – La jurisprudence	159
B. – La doctrine	160
§ 2. – Le renouvellement de l'analyse : la faute dans l'exercice du pouvoir	161
A. – L'affirmation de la faute personnelle par la jurisprudence	161
B. – L'exclusion des infractions intentionnelles	162
C. – L'affirmation de la faute personnelle par la loi	163
1°) La loi du 6 décembre 1976	163
2°) Les incidences des lois du 13 mai 1996 et 10 juillet 2000	166
Section 3 : LES CAUSES D'IRRESPONSABILITÉ PÉNALE	168
§ 1. – La contrainte	168
§ 2. – Consentement de la victime	169
§ 3. – L'ordre ou la permission de la loi ou du règlement. Le commandement de l'autorité légitime	169
§ 4. – L'erreur sur le droit	171
Chapitre 2 : DÉLÉGATION DE POUVOIRS	173
Section 1 : LÉGALITÉ ET OPPORTUNITÉ DE LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS	174
§ 1. – Quelle légalité ?	174
§ 2. – Opportunité de la délégation	175

Section 2 : DOMAINE DE LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS	176
§ 1. – Domaine quant aux incriminations	177
A. – Extension du domaine	177
B. – Cas particulier du délit d'entrave	178
§ 2. – Domaine quant aux personnes	180
A. – Qualité de la personne investie	180
B. – Subdélégation	181
1°) Investiture du subdélégataire	181
2°) Obligation de subdéléguer ?	182
3°) Cascade de subdélégations	183
C. – Le coordonnateur	183
§ 3. – Domaine quant aux entreprises	184
A. – De l'entreprise isolée... ..	184
B. – ... à l'entreprise groupée	185
Section 3 : CONDITIONS DE VALIDITÉ DE LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS	187
§ 1. – Conditions relatives à la personne du délégataire	187
A. – Compétence	187
B. – Autorité	188
1°) Indépendance minimale	188
2°) Délégataire unique	190
3°) Démembrement corrélatif des pouvoirs	191
4°) Publicité minimale	192
C. – Les moyens	192
D. – Acceptation du délégataire	193
§ 2. – Conditions relatives à l'objet de la délégation	193
A. – Objet limité	193
B. – Incidence d'un fonctionnement général défectueux	194
C. – Durée et stabilité	195
D. – Délégation de pouvoirs et transfert d'entreprise	196
Section 4 : MISE EN ŒUVRE DE LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS	198
§ 1. – Invocation	198
§ 2. – Preuve	199
A. – Écrit non nécessaire et non suffisant	199
B. – Faisceau d'indices	200
§ 3. – Effets de la délégation de pouvoirs	202
A. – Effets quant à la responsabilité des personnes physiques	202
1°) Responsabilité pénale	202
2°) Responsabilité civile	205
B. – Responsabilité pénale des personnes morales	205
SOUS-TITRE 2 : LES PERSONNES MORALES	
Chapitre 1 : DOMAINE DE LA RESPONSABILITÉ	211
Section 1 : LES GROUPEMENTS PUNISSABLES	211
Section 2 : L'IMPACT DE LA GÉNÉRALISATION DE LA RESPONSABILITÉ	214
§ 1. – L'hygiène et la sécurité : élimination d'une incohérence	214
§ 2. – Les atteintes à la dignité	216

Chapitre 2 : CONDITIONS DE LA RESPONSABILITÉ	219
Section 1 : LES CONDITIONS DE FOND	219
§ 1. – Une infraction commise par un organe ou un représentant de la personne morale	219
A. – Responsabilité par représentation ou par ricochet : point de départ	219
B. – La commission de l'infraction par l'organe ou le représentant	220
1°) La commission présumée ou non de l'infraction	220
2°) Notion d'organe et de représentant	222
§ 2. – Une infraction commise pour le compte de la personne morale	226
Section 2 : LA RÉPARTITION DES RESPONSABILITÉS ENTRE PERSONNES MORALES ET PERSONNES PHYSIQUES	228
§ 1. – Cumul des responsabilités et loi du 10 juillet 2000	228
§ 2. – Cumul facultatif des responsabilités	230
Section 3 : LA PROCÉDURE	232
§ 1. – Les règles particulières applicables aux poursuites	232
§ 2. – La représentation de la personne morale en cours de procédure et celle des salariés ...	232
§ 3. – Les mesures de contrainte en cours de procédure	234
§ 4. – Les citations et les significations des actes de procédure à la personne morale	235
SOUS-TITRE 3 : LES RESPONSABLES QUASI PÉNAUX	
Chapitre 1 : L'EMPLOYEUR CONDAMNÉ AU PAIEMENT DE L'AMENDE	239
Section 1 : LES AMENDES EN MATIÈRE DE CIRCULATION ROUTIÈRE	239
§ 1. – Le transfert de la charge du paiement des amendes de police de l'article L. 121-1, alinéa 2, du Code de la route	239
§ 2. – La responsabilité pécuniaire du titulaire du certificat d'immatriculation du véhicule (C. route, art. L. 121-2 et L. 121-3)	240
Section 2 : LE TRANSFERT DES AMENDES EN MATIÈRE D'HYGIÈNE ET SÉCURITÉ (C. TRAV., ART. L. 4741-2)	242
Chapitre 2 : L'ENTREPRISE CONDAMNÉE À UN PLAN DE SÉCURITÉ	245
Section 1 : CONDITIONS D'APPLICATION	245
§ 1. – Survenance d'un accident du travail	245
§ 2. – Poursuites fondées sur les infractions d'atteintes involontaires à l'intégrité physique de la personne	246
§ 3. – Existence de manquements graves ou répétés	246
§ 4. – Impossibilité pour la juridiction saisie de retenir dans les liens de la prévention la ou les personnes physiques visées par les poursuites	247
Section 2 : DÉFINITION ET EXÉCUTION DE LA MESURE	247
§ 1. – Respect des droits de la défense	247
§ 2. – Modalités de réalisation	248
§ 3. – Contrôle de l'exécution du plan	249
TITRE 3 : LES PEINES	
Chapitre 1 : LA NATURE DES PEINES	253
Section 1 : LES PEINES ENCOURUES PAR LES PERSONNES PHYSIQUES	253
Sous-section 1 : LES PEINES CORRECTIONNELLES	253

§ 1. – La liste légale des peines correctionnelles (C. pén., art. 131-3 et s.)	253
A. – L'emprisonnement	253
B. – L'amende	254
C. – Le jour-amende	254
D. – Le stage de citoyenneté	254
E. – Le travail d'intérêt général	254
F. – Les peines privatives ou restrictives de droits (C. pén., art. 131-6)	255
G. – La sanction-réparation	255
§ 2. – Les peines complémentaires correctionnelles	256
Sous-section 2 : LES PEINES CONTRAVENTIONNELLES	256
§ 1. – La liste légale des peines contraventionnelles	256
§ 2. – Les peines complémentaires contraventionnelles	257
Section 2 : LES PEINES ENCOURUES PAR LES PERSONNES MORALES	257
Sous-section 1 : LES PEINES CORRECTIONNELLES	258
Sous-section 2 : LES PEINES CONTRAVENTIONNELLES	260
Section 3 : CASIER JUDICIAIRE DES PERSONNES MORALES	261
Chapitre 2 : LA MESURE DES PEINES	263
Section 1 : LA RÉITÉRATION D'INFRACTIONS	263
Section 2 : LA RÉCIDIVE	264
Section 3 : LE CONCOURS D'INFRACTIONS	265
Sous-section 1 : LE DROIT COMMUN	266
Sous-section 2 : AMÉNAGEMENTS EN DROIT DU TRAVAIL	267
§ 1. – Multiplication de la peine d'amende par le nombre de salariés concernés	267
§ 2. – Plusieurs infractions commises contre un salarié	269
Chapitre 3 : L'INDIVIDUALISATION DE LA PEINE	271
Section 1 : AMÉNAGEMENTS DU PRONONCÉ DE LA PEINE : LA DISPENSE DE PEINE ET L'AJOURNEMENT DE PEINE	271
Section 2 : AMÉNAGEMENTS DE L'EXÉCUTION DE LA PEINE	272
Sous-section 1 : SUSPENSION DE L'EXÉCUTION DE LA PEINE : LES SURSIS	272
Sous-section 2 : AMÉNAGEMENTS DE L'EXÉCUTION DE LA PEINE D'EMPRISONNEMENT	273
§ 1. – La semi-liberté	273
§ 2. – Le fractionnement de la peine	274
§ 3. – Le placement sous surveillance électronique	274
Chapitre 4 : LA DISPARITION DE LA PEINE	275
Section 1 : LE RELÈVEMENT	275
Section 2 : LA RÉHABILITATION	276
§ 1. – La réhabilitation légale	276
§ 2. – La réhabilitation judiciaire (CPP, art. 785 et s.)	277
§ 3. – Effets	277

DEUXIÈME PARTIE
LES PRINCIPALES INFRACTIONS

Chapitre préliminaire : LES SOURCES DU DROIT PÉNAL DU TRAVAIL	281
Section 1 : LES SOURCES INTERNES DU DROIT PÉNAL DU TRAVAIL	281
§ 1. – Les principes généraux régissant les sources	281
§ 2. – Application en droit du travail	282
A. – Source conventionnelle des infractions	282
B. – La rédaction des infractions	285
Section 2 : LES SOURCES INTERNATIONALES DU DROIT PÉNAL DU TRAVAIL	286
§ 1. – Sources positives	286
§ 2. – Sources négatives	287

TITRE 1 : LES ATTEINTES AUX PERSONNES

SOUS-TITRE 1 : LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ

Chapitre 1 : LES INFRACTIONS PRÉVUES PAR LE CODE DU TRAVAIL	295
Section 1 : L'ÉLÉMENT LÉGAL	295
§ 1. – Les délits	296
A. – Le délit prévu à l'article L. 4741-1 du Code du travail	296
1°) Domaine d'application	297
2°) Interprétation	298
3°) Sanctions	299
B. – Le renvoi opéré par l'article L. 4741-1 du Code du travail	300
C. – Délits particuliers en matière d'opérations de construction	301
§ 2. – Les contraventions	302
A. – Contraventions en cas de situation dangereuse	302
B. – Contravention aux dispositions particulières aux femmes et aux jeunes travailleurs	303
C. – Contravention relative au collège interentreprises de sécurité, de santé et de conditions de travail	303
D. – Contravention relative au « document unique » destiné à l'évaluation des risques	303
Section 2 : L'ÉLÉMENT MATÉRIEL	304
Section 3 : L'ÉLÉMENT MORAL	306
Chapitre 2 : LES INFRACTIONS PRÉVUES PAR LE CODE PÉNAL	309
Section 1 : ATTEINTES INVOLONTAIRES À LA VIE ET À L'INTÉGRITÉ DE LA PERSONNE	309
§ 1. – Le comportement fautif	311
A. – Imprudence pure	312
B. – Manquement à une obligation de sécurité ou de prudence définie par la loi ou le règlement	315
1°) Obligation particulière de sécurité ou de prudence imposée par la loi ou le règlement	316
2°) Manquement simple ou délibéré	317

C. – La faute caractérisée	319
1°) Définition	319
2°) Application	320
D. – Appréciation	321
§ 2. – Le lien de causalité	322
A. – Lien de causalité certain	322
B. – Lien de causalité direct ou indirect	323
1°) Répartition des responsabilités en fonction du lien de causalité	323
2°) Pluralité de liens de causalité	324
C. – Incidence d'une faute de la victime	324
1°) Faute de la victime révélatrice d'une faute du chef d'entreprise	325
2°) Faute de la victime, cause exclusive de l'accident	325
Section 2 : LE DÉLIT DE RISQUES CAUSÉS À AUTRUI	326
§ 1. – Élément matériel de l'infraction	327
A. – Le règlement	327
1°) Obligation particulière de sécurité ou de prudence	327
2°) Élimination des obligations générales du Code du travail	328
B. – L'exposition à un risque	329
1°) Causalité virtuelle	329
2°) Appréciation <i>in concreto</i>	329
§ 2. – Élément moral de l'infraction	330
SOUS-TITRE 2 : LES ATTEINTES À LA DIGNITÉ	
Chapitre 1 : LA DISCRIMINATION	337
Section 1 : DISCRIMINATIONS RÉPRIMÉES PAR LE CODE DU TRAVAIL	337
§ 1. – Discrimination syndicale	337
A. – La discrimination syndicale individuelle (C. trav., art. L. 2141-5)	338
1°) Élément moral	339
2°) Élément matériel	340
B. – Discrimination syndicale collective (C. trav., art. L. 2141-7)	344
§ 2. – Discriminations sexistes	344
A. – Éléments constitutifs des infractions	344
B. – Mise en œuvre des sanctions	346
Section 2 : DISCRIMINATIONS RÉPRIMÉES PAR LE CODE PÉNAL	347
§ 1. – Définition de l'infraction	347
A. – Énumération des motifs discriminatoires	348
B. – Discrimination directe ou indirecte	349
C. – « Justifications » de la discrimination	350
1°) L'article 225-3 du Code pénal	350
2°) Compatibilité avec l'approche civile	352
§ 2. – Application	352
A. – Offre d'emploi et refus d'embauche discriminatoires (C. pén., art. 225-2, 3° et 5°)	352
B. – Sanction discriminatoire (C. pén., art. 225-2, 3°)	354
C. – Licenciement discriminatoire (C. pén., art. 225-2, 3°)	354
Section 3 : RÉPRESSION	354
§ 1. – Constatation des discriminations	354

§ 2. – Poursuites	355
A. – Action publique.....	355
B. – Action civile des associations	355
§ 3. – Administration de la preuve.....	356
§ 4. – Personnes responsables	357
A. – Personnes physiques	357
B. – Personnes morales	357
§ 5. – Conflits de qualification	358
§ 6. – Articulation entre les deux codes	359

**Chapitre 2 : DÉLITS DE CONDITIONS DE TRAVAIL ET D'HÉBERGEMENT CONTRAIRES
À LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE**

361

Section 1 : VULNÉRABILITÉ OU ÉTAT DE DÉPENDANCE

362

§ 1. – Présomption

363

§ 2. – Interprétation des éléments constitutifs

363

A. – La vulnérabilité ou l'état de dépendance (C. pén., art. 225-13 et 225-14)

363

B. – L'incompatibilité avec la dignité humaine (C. pén., art. 225-14)

365

Section 2 : MISE EN ŒUVRE DE LA RÉPRESSION

366

§ 1. – Prescription

366

§ 2. – Cumul d'infractions

366

Chapitre 3 : LE HARCÈLEMENT

369

Section 1 : LE HARCÈLEMENT SEXUEL

369

§ 1. – Auteur du harcèlement

370

§ 2. – Agissements punissables

371

A. – Le harcèlement proprement dit réprimé par les deux codes

371

**B. – La spécificité du Code du travail : le tiers bénéficiaire des agissements
de harcèlement**

374

Section 2 : LE HARCÈLEMENT MORAL

374

§ 1. – Une définition commune aux deux codes

375

§ 2. – Éléments matériels du harcèlement moral

376

A. – Complexité de l'infraction

376

B. – Catégories de harcèlement

377

1°) Gravité des actes

377

2°) Harcèlement isolé ou institutionnel

378

§ 3. – Élément moral

379

Section 3 : CONFLITS ET CUMUL DE QUALIFICATIONS

380

§ 1. – Conflits de qualifications

380

§ 2. – Cumul de qualifications

381

Section 4 : ACTIONS CIVILES

381

TITRE 2 : LES ENTRAVES

Chapitre 1 : LES DÉLITS D'ENTRAVE AUX INSTITUTIONS REPRÉSENTATIVES

DES SALARIÉS DANS L'ENTREPRISE ET LE GROUPE D'ENTREPRISES

387

Section 1 : L'ÉLÉMENT LÉGAL

388

§ 1. – Une infraction éclatée

388

§ 2. – Les limites du champ infractionnel	390
A. – La violation des accords collectifs et des usages	390
B. – La distinction de l'entrave et de la discrimination	391
C. – Le conflit de qualifications	393
Section 2 : L'ÉLÉMENT MATÉRIEL	393
§ 1. – Panorama des entraves	394
A. – Les entraves directes	394
1°) Mise en place des institutions représentatives	394
2°) Fonctionnement des institutions représentatives	395
B. – Les entraves indirectes	402
§ 2. – Les caractères propres de l'élément matériel	405
A. – Caractère instantané du délit	405
B. – Caractère formel du délit	406
§ 3. – Entrave dans l'ordre international	408
A. – Situations générales	408
B. – Le comité d'entreprise européen	410
Section 3 : L'ÉLÉMENT MORAL	412
§ 1. – L'intention	412
A. – Définition	412
B. – Imputation de la responsabilité	413
§ 2. – Causes d'irresponsabilité	416
A. – Application limitée des causes d'irresponsabilité	416
B. – L'erreur	416
1°) Erreur de droit	416
2°) Erreur de fait	417
C. – La contrainte	418
Chapitre 2 : L'ENTRAVE À LA LIBERTÉ DU TRAVAIL	419
Section 1 : ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DU DÉLIT	420
§ 1. – Élément matériel	420
§ 2. – Élément moral	422
Section 2 : RÉPRESSION	422
§ 1. – Les peines	423
§ 2. – L'action civile	424
TITRE 3 : LE TRAVAIL ILLÉGAL	
Chapitre 1 : LES INFRACTIONS LIÉES À L'EMPLOI DE MAIN-D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE	433
Section 1 : L'EMPLOI IRRÉGULIER D'ÉTRANGERS EN FRANCE	433
§ 1. – L'entrée et le séjour irréguliers en France	434
A. – Le délit d'aide à l'entrée et au séjour irréguliers d'étrangers en France	434
B. – Non-respect des règles d'introduction en France d'un travailleur étranger	436
§ 2. – L'absence ou l'insuffisance de documents autorisant le séjour et le travail	437
§ 3. – Le recours aux services d'un employeur d'un étranger sans titre	440
Section 2 : LE DÉTACHEMENT DE TRAVAILLEURS ÉTRANGERS EN FRANCE	441
§ 1. – Inapplication des infractions sur les conditions d'entrée et de séjour	442
§ 2. – Application des infractions relatives aux règles de fond	443

§ 3. – Difficultés d'identification du responsable de l'infraction	446
§ 4. – Difficultés de contrôle	447
§ 5. – Difficultés de mise en œuvre des sanctions	447
Chapitre 2 : LE TRAVAIL TEMPORAIRE	449
Section 1: LES INFRACTIONS DE L'ENTREPRENEUR DE TRAVAIL TEMPORAIRE	450
§ 1. – Les délits	450
A. – L'absence d'exclusivité de l'entreprise de travail temporaire	450
B. – Les délits liés à la mise à disposition	452
§ 2. – Les contraventions	453
Section 2: LES INFRACTIONS DE L'UTILISATEUR	454
§ 1. – Les délits	454
§ 2. – La contravention	455
Section 3: CUMUL D'INFRACTIONS	455
Chapitre 3: LA FOURNITURE ILLICITE DE MAIN-D'ŒUVRE	457
Section 1: LE MARCHANDAGE (C. TRAV., ART. L. 8231-1)	459
§ 1. – Cadre général	459
§ 2. – Effets illicites de l'opération à but lucratif	460
§ 3. – Main-d'œuvre étrangère	462
Section 2: LE PRÊT ILLICITE DE MAIN-D'ŒUVRE (C. TRAV., ART. L. 8241-1, AL. 1ER)	463
§ 1. – Éléments constitutifs de l'infraction de prêt illicite de main-d'œuvre à but lucratif	465
A. – Prêt exclusif de salarié	465
B. – But lucratif	465
§ 2. – Analyse des critères consacrés par la jurisprudence	467
A. – Définition des prestations	467
B. – Les critères retenus	468
1°) La nature de la prestation fournie	468
2°) L'encadrement des salariés	470
3°) Le mode de rémunération	471
Chapitre 4: LE TRAVAIL DISSIMULÉ ET LE CUMUL D'EMPLOIS	473
Section 1: TROIS DÉLITS LIÉS AU TRAVAIL DISSIMULÉ (C. TRAV., ART. L. 8221-1)	476
Sous-section 1: ÉLÉMENTS MATÉRIELS DES DÉLITS	476
§ 1. – La dissimulation d'activité (C. trav., art. L. 8221-3)	476
A. – Nature de l'activité	476
1°) Activités visées (C. trav., art. L. 8221-3)	476
2°) Activités exclues	477
3°) Activités à but lucratif	477
B. – Notion de dissimulation	477
§ 2. – La dissimulation d'emploi salarié	479
A. – Inobservation d'une formalité (C. trav., art. L. 8221-5)	479
B. – Requalification possible de la relation professionnelle : dissimulation « indirecte »	481
C. – Infractions alternatives ou cumulatives	482
§ 3. – Recours au travail dissimulé	483

Sous-section 2 : ÉLÉMENT MORAL DES DÉLITS	485
§ 1. – Dissimulation intentionnelle d'activité ou de salariés	485
§ 2. – Recours intentionnel au travail dissimulé	486
Section 2 : RÉPRESSION DES INFRACTIONS	487
§ 1. – Les personnes responsables	487
§ 2. – L'élargissement des possibilités de contrôle	489
§ 3. – L'aggravation des sanctions pénales et autres pénalités (C. trav., art. L. 8224-1 et s.)	490
Chapitre 5 : LES FRAUDES SOCIALES	493
Section 1 : LES INFRACTIONS DE DROIT COMMUN : LE FAUX ET L'ESCROQUERIE	494
§ 1. – Le faux	494
A. – L'altération de la vérité	495
B. – Le préjudice	495
§ 2. – L'escroquerie	496
A. – La fausse qualité	496
B. – Les manœuvres frauduleuses	497
Section 2 : LES FRAUDES SANCTIONNÉES PAR LE CODE DU TRAVAIL	498
§ 1. – La fraude aux actions de reclassement et de reconversion professionnelle	498
§ 2. – La fraude aux allocations d'aide aux travailleurs privés d'emploi	499
A. – Les déclarations mensongères	499
B. – Les allocations dues	500
TITRE 4 : L'EXÉCUTION DU CONTRAT DE TRAVAIL	
Chapitre 1 : LE TEMPS DE TRAVAIL	507
Section 1 : LA DURÉE DU TRAVAIL	507
§ 1. – Règles générales	507
§ 2. – L'influence du droit communautaire : la durée du travail des chauffeurs routiers	509
A. – Les textes	510
B. – La preuve	513
Section 2 : LE REPOS	514
§ 1. – Le repos dominical	515
A. – Le principe	515
B. – Les dérogations	516
1°) Les dérogations de plein droit	516
2°) Dérogations conventionnelles	517
3°) Dérogations accordées par décision préfectorale	517
4°) Dérogations communales	518
§ 2. – Les fermetures d'établissements	518
A. – La régularité de l'arrêté de fermeture	519
B. – Le caractère exclusif de l'arrêté de fermeture	520
§ 3. – La compatibilité du droit français avec le droit communautaire	521
A. – Le repos dominical	521
B. – La fermeture des commerces le dimanche	522
Section 3 : MISE EN ŒUVRE DES SANCTIONS	522
§ 1. – Le quantum des sanctions	523
A. – Durée du travail	523

- B. – Repos et congés 524
- C. – Calcul des peines d'amende 525
 - 1°) Multiplication par le nombre de salariés illégalement employés 525
 - 2°) Cumul d'infractions 526
- § 2. – L'action exercée par les syndicats 526
- Chapitre 2 : **LE SALAIRE** 527
- Section 1 : **NON-RESPECT DES MINIMA SALARIAUX** 527
- § 1. – SMIC 528
- § 2. – La rémunération mensuelle minimale 531
- § 3. – Non-respect des minima conventionnels 532
- Section 2 : **PAIEMENT DU SALAIRE ET DE SES ACCESSOIRES** 532
- Section 3 : **RÉPRESSION** 534
- § 1. – Personnes responsables 534
- § 2. – Multiplication des amendes par le nombre de salariés concernés 535
- § 3. – Récidive 535
- Chapitre 3 : **LA FORMATION PROFESSIONNELLE** 537
- Section 1 : **LES INFRACTIONS IMPUTABLES AUX DISPENSATEURS DE FORMATION** 537
- Section 2 : **LES INFRACTIONS IMPUTABLES AUX EMPLOYEURS** 539
- Index 541